

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19611 - 76ÈME ANNÉE

Dans trois jours, arrivée prévue du ministre des Outre-mer

« Conférence Territoriale, élargie aux forces vives du pays »

Outre l'actualité immédiate marquée par l'épidémie de COVID-19 et le débat sur le financement de la seconde partie du chantier de la route en mer dite nouvelle route du littoral, la visite du nouveau ministre des Outre-mer intervient peu après la présentation en Conseil des ministres du premier acte de la réforme des institutions de la République.

Ce 17 août est prévue l'arrivée de Sébastien Lecornu, ministre des Outre-mer. Cette visite officielle intervient dans un contexte particulier, quelques jours après l'annonce de la découverte d'un premier foyer de coronavirus à La Réunion. Ce premier « cluster » dans notre île est d'ores et déjà à l'origine du report de la rentrée dans 14 écoles de Saint-Denis.

Le prix du démarrage de la seconde partie du chantier de la route en mer sera également un autre sujet important de cette visite. L'éventualité de puiser des fonds dans le Plan de relance post-COVID a été évoquée par le gouvernement.

Au-delà de cette actualité immédiate, la visite ministérielle a lieu au moment où le gouvernement a enclenché le processus pour réformer les relations entre le pouvoir central et les collectivités. C'est le concept de différenciation, qui peut donner aux collectivités des compétences supplémentaires spécifiques à chaque territoire.

La crise sociale, économique et politique est un phénomène structurel à La Réunion, d'une ampleur sans commune mesure avec la France.

Déjà en 1975, le taux de chômage était estimé à 25 % par une étude du Conseil général. Ce taux de chômage est quasiment à l'identique aujourd'hui, tandis que d'autres secteurs relevant de la compétence de l'État ne donnent pas un résultat plus reluisant. Il manque encore plus de 20.000 logements sociaux, plus de 110.000 Réunionnais souffrent d'illettrisme alors qu'ils sont allés au moins 10 ans à l'école, et plus de 40 % de la population vit sous le seuil de pauvreté. Ces indicateurs sociaux « hors norme » sont le résultat de politiques inadaptées, en raison de la volonté d'intégrer La Réunion à un pays 60 fois plus peuplé et distant de près de 10.000 kilomètres. Les lois pensées pour un environnement différent ne peuvent atteindre leurs objectifs.

Lieu d'élaboration du projet réunionnais

Depuis sa création, le PCR milite pour que les Réunionnais puissent avoir le droit de gérer les affaires qui les concernent. Pour cela, la stratégie est de rassembler autour du droit à la responsabilité des Réunionnais.

Cette responsabilité, c'est d'abord de chercher entre Réunionnais des moyens de sortir de la crise. C'est le sens de l'appel lancé en direction des forces vives pour oeuvrer ensemble à la réalisation d'un plan de développement durable, solidaire et cohérent, dont la mise en œuvre se-

ra ensuite négociée avec Paris.

Cette orientation a été rappelée le 1er août dernier par le Comité central du PCR qui a adopté une résolution qui stipule notamment que :

« Avant les manifestations des Gilets Jaunes, nous avons alerté le Président de la République en lui proposant de réunir une « Conférence Territoriale, élargie aux forces vives du pays », pour élaborer un projet global et cohérent dans tous les domaines qui servirait de discussion pour un nouveau partenariat entre La Réunion, le Gouvernement et même l'Union Européenne.

Cette idée est aujourd'hui largement partagée par de nombreux courants de pensée. L'opportunité de la concrétiser existe. En effet, certaines déclarations du nouveau Gouvernement laissent ouverte cette possibilité. Qu'on le prenne au mot et qu'on le mette au pied du mur.

Rassembler toutes celles et tous ceux qui aspirent à ce progrès et qui comprennent l'urgence d'élaborer collectivement un projet réunionnais est impératif. En particulier, avant les échéances importantes pour la Région et le Département. »

A l'heure où de profondes réformes s'annoncent pour les institutions de la République, les Réunionnais doivent être entendus, écoutés et respectés.

M.M.

Billet philosophique

« Une identité réunionnaise solide, riche et partagée »

Un événement exceptionnel sur la culture réunionnaise s'est produit le vendredi 7 août à Saint-Denis au Chateau Morange, organisé par Lunivèrsité Maron, qui existe depuis trois ans : Alexandrine Dijoux, universitaire et docteur en Sciences de l'Éducation, a présenté sa conférence sur le thème : "Approches identitaires d'une Réunion multi, inter et transculturelle". Quelles leçons on va en tirer pour valoriser et faire respecter l'identité spécifique du peuple réunionnais ?

La conférence a commencé par la présentation d'Alexandrine Dijoux par Jean-Pascal Lauret, animateur de Lunivèrsité Maron, et de l'importance de ce thème car « un pays ne peut pas construire son avenir sans connaître l'identité de son peuple ». La conférencière a souligné de diverses façons les enjeux et les difficultés de ce combat car nous sommes confrontés à « la méconnaissance culturelle et les inégalités des identités », notamment à propos des « notions » qui font l'objet de « polémiques » comme "nation", "peuple", "patrie", etc. alors que nous sommes « une multitude d'humains d'un même pays avec une culture collective ».

Alexandrine Dijoux a également insisté que la reconnaissance de l'identité du peuple réunionnais fait partie des « droits fondamentaux de l'être humain » selon l'UNESCO, une grande instance internationale, que ne respecte pas « le poids de l'assimilation », comme « l'ethnocide et la déculturation durant la colonisation, l'esclavage, l'engagisme avec la domination d'une culture ». Elle a aussi cité la résistance des victimes de cette politique coloniale,



Alexandrine Dijoux, lors de sa conférence du vendredi 7 août au Chateau Morange avec Lunivèrsité Maron.

une résistance illustrée par le drapeau réunionnais, dessiné en 1975 par Guy Pignolet, présent dans la salle.

« La fraternité réunionnaise »

La conférencière a également parlé des « richesses de notre Histoire », qui a créé « le métissage culturel au cœur de l'identité créole réunionnaise », « La Réunion culturelle, géographique et historique », et elle a conclu en exaltant « une identité réunionnaise solide, riche et partagée ».

Le débat a été aussi riche que l'exposé, avec de nombreuses personnalités culturelles, qui ont félicité et remercié Alexandrine Dijoux ; comme par exemple Luc-Laurent Salvador, qui a prôné « la fraternité réunionnaise, où l'on partage les mêmes valeurs humaines » ; citons aussi Paul Hoarau, qui a défendu

« l'unité réunionnaise dans la diversité » et l'idée que « l'identité du peuple réunionnais continue à se construire par les Réunionnais ».

Kisa i komann nout péi ?

Ce combat face à l'assimilation et l'aliénation est mené notamment depuis 61 ans, date de la fondation du Parti Communiste Réunionnais par Paul Vergès, par de nombreux militants syndicaux, politiques et associatifs mais aussi par de nombreux artistes engagés pour valoriser et faire reconnaître « nout péi, nout nasyon, nout patri, nout istoir, nout lang kréol... ». On en a vu pas mal d'exemples à ce sujet dans le magnifique film de Sophie Louÿs intitulé "Dann fon mon kèr" et diffusé par Réunion 1ère Télé ce mercredi 12 août, où de nombreux fonnkézèr (poètes) ont bien défendu les richesses de la culture réunionnaise, héritée de nout zansèt. Par exemple, Patrice Treuthardt (co-auteur avec Idriss Issop-Banian et Maximin Boyer du merveilleux chant "Hymne pour La Réunion" sorti en CD en octobre 2017), Axel Gauvin (président de Lofis la lang kréol La Réunyon), Jack Beng-Thi, Bajou Bala, Christian Floyd Jalma, Carpanin Marimoutou, Anne Cheynet, Kaloune, Sully Andoche, Franky Lauret... (pardon pour les oublis !). Cela fait penser en conclusion à cette question : kisa i komann nout péi ? Voilà une des leçons qu'on peut tirer pour valoriser et faire respecter l'identité spécifique du peuple réunionnais...

Roger Orlu

Edito

Retour du train à La Réunion : cauchemar des transporteurs ?

Dans une interview publiée par notre nouveau confrère « Mobil'idées », Louis Carpaye, porte-parole du GIE Cap Run en charge du réseau Car Jaune donne son point de vue sur la question des déplacements à l'échelle de notre île.

Voici notamment ce qu'il déclare au sujet du Schéma régional des infrastructures et des transports :

« Il faut que nous soyons pragmatiques. La Réunion a loupé le rendez-vous du rail. On ne va pas revenir sur le pourquoi ni sur le comment. Il faut trouver une alternative pas chère, efficace et rapide. Dans ce contexte économique et social difficile, nous aurons du mal à maîtriser à la fois du foncier et des financements pour le mode ferré. Nous transporteurs nous avons toujours préconisé le développement des bus et autocars avec des voies dédiées. On pourrait y injecter suffisamment de nouveaux véhicules type Bus à haut niveau de service de nouvelle génération à hydrogène (...) Il faut arrêter de faire rêver les Réunionnais sur des projets ferrés complexes ».

Manifestement, les propos du représentant des transporteurs montrent que si les Réunionnais rêvent de train, l'éventualité du retour du train est un cauchemar pour les transporteurs. Or, il n'existe pas de recette miracle. Tous les habitants des régions densément peuplées dans le monde ont un train, ou rêvent d'un réseau ferré pour mettre fin aux interminables embouteillages et à la pollution. La Réunion se rapproche du million d'habitants, concentrés sur à peine 600 kilomètres carrés urbanisés. Pour que les transports collectifs puissent être attractifs, la circulation en site propre est nécessaire. Et un couloir pour deux bus se croisant n'est pas moins large qu'une voie ferrée prévue pour que deux trains qui se croisent.

Le train n'est pas là pour remplacer les Cars Jaunes et leurs salariés. Si le chantier démarré avant 2010 par la Région Réunion présidée par Paul Vergès avait eu droit à la continuité de l'action publique, ces transporteurs auraient pu constater que la nouvelle politique des déplacements qui allait en découler avait besoin au moins d'autant de bus. Ces nouveaux réseaux de bus devaient s'organiser autour des gares ferroviaires, comme dans n'importe quel pays développé.

Le train n'est donc pas un concurrent aux bus, mais un complément qui peut leur apporter encore plus d'activité. En effet, à partir du moment où un usager peut utiliser un train moderne, pas cher et rapide, pourquoi encore utiliser une automobile pour aller jusqu'à la gare si à proximité il existe un arrêt de bus desservi fréquemment pour ce lieu ?

C'est pourquoi le train ne doit pas être un cauchemar pour les transporteurs, mais un rêve réunionnais largement partagé qui ne manquera pas de se concrétiser à plus ou moins brève échéance.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès

71^e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond

Vergès ; 1957 - 1964 : Paul Vergès ; 1964 - 1974 : Bruny

Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany

Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;

1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud

2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau

2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland

B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Oté

Bone zidé, i fé zot bon shomin a kondisyon nou rényoné nou néna la min dsi

Dopi dé zané é dé zané, nout parti i poz bann késtyonn fon pou La Rényon épi pou bann rényoné é oplis l o tan i pass, oplis bann késtyon-la lé irzan an mèm tan ké fondamantal pou nou rényoné. Pou bann léktèr Témoignages épi bann kamarad lété la dann nout dé-troi dèrnyé kongré bann propozisyon mi anparl sa lé ékri dann in pti liv dsi lo vinn-sink propozisyon nout parti i fé pou shanj la sityasion shé nou.

An parmi, néna in propozisyon i poz lo problèm la sékirité alimantèr-in pé i apèl sa l'otonomi alimantèr. Sa sé in propozisyon k'i aral amoin pou plizyèr rézon : inn, ni koné lé posib trapé, dé i pé fé avans la lite kont lo néokolonyalism, troi li pé améyor bien konmkifo nout vi isi shé nou, kat li pé pèrmète in bon kolaborasyon rantre nou épi bannzil loséan indien. Ala pou kosa, mi di é mi rodi sa sé in rovandikasyon fon pou nou rényoné é ni doi fé avans sa.

In n'ot afèr mé o-fon sé lo èm zafèr dann mon tête : yèr matin moin té apré ékout la radyo dann mon kok loto é moin la antann in moun apré di , li la lans in pétisyon pou in péi bio isi shé nou.- lo promyé il bio dann loséan indien. Aprésa, li la di, ziska yèr néna par-la trant sis mil pèrsone la fine sign son pétisyon. Biensir inn-dé té pour, d'ot la krétik ali, mé sak lé intèrésan sé ké bann kritik zot mèm lé pou in konsomasyon produi lokal, é d'apré moin, inn konm l'ot, sa lé bon pou nou rényoné konsomatèr épi prodiktèr.

Zot i koné mé zami bone z idé, sa i di fé zot shomin é la plipar d'tan shomin trasé par nout bann kamarad kominis dopi in bon koup de tan. An pliské sa, zot i pé fé zot shomin, a kondisyon nou rényoné ni pé métriz nout dévlopman. Sansa sé kozé la boush rouvèr.

Justin